

Séverine Misset

severine.misset@univ-nantes.fr

Maître de conférences en sociologie

CENS (FRE 3706)

Chemin de la Censive du tertre

BP 81227

44312 Nantes Cedex 3

Le mouvement ouvrier et les syndicalistes paysans en Loire-Atlantique :

De la naissance à l'abandon d'une référence (1957-1984)

Les commentateurs du Mai 68 nantais soulignent souvent avec insistance une des particularités locales des événements : une singulière alliance entre paysans et ouvriers, dont témoignent par exemple ces photos de tracteurs dans les rues du centre-ville de Nantes, mais aussi celles de responsables syndicaux paysans haranguant la foule, perchés sur la fontaine de la Place Royale, temporairement rebaptisée « Place du peuple ». Ces images sont ainsi celles que l'on retrouve de façon récurrente dans l'iconographie de l'événement (par exemple si on tape « mai 68 nantes » dans google images, sur la couverture du livre de Sarah Guilbaud intitulé *Mai 68 Nantes*¹, etc.).

L'importance accordée à cette jonction ouvriers/paysans dans la mémoire des événements provient sans doute du fait qu'elle symbolise, de la manière la plus éclatante, l'émancipation inattendue d'une fraction exemplaire de la « classe objet »², jusque dans les années 60 doublement soumise, dans l'Ouest, à l'Eglise et aux aristocrates grands propriétaires fonciers. Mais replacer ces scènes dans une temporalité plus longue invite à s'interroger davantage sur la nature et les effets de ces liens entre militants ouvriers et paysans. Au cours de cette communication, nous voudrions en effet interroger cette jonction. Il s'agira de replacer les contacts noués à leur juste mesure, d'en analyser les modalités, l'évolution mais aussi l'impact sur les pratiques et sur les positionnements partisans. A partir de ces éléments d'analyse, l'ambition est à terme de caractériser et de nuancer la place de la référence ouvrière dans le syndicalisme paysan ligérien, d'en comprendre le maintien puis le progressif abandon au cours de la décennie 70.

¹ Guilbaud Sarah, *Mai 68 Nantes*, Coiffard, Nantes, 2004.

² Bourdieu Pierre, « Une classe objet », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1977, vol 17, p.2-5.

Cette communication se base sur un travail empirique réalisé dans le cadre d'un programme ANR intitulé « SOMBRERO » (SOciologie du Militantisme. Biographies REseaux Organisations), qui a pour but de s'interroger sur les conséquences biographiques de l'engagement militant, dans trois grandes sphères de militantisme, le syndicalisme, l'extrême-gauche et le féminisme, et ce dans 5 grandes villes françaises, à partir de militants engagés dans les années 70. Concernant le cas de Nantes et du syndicalisme sur lesquels je travaille, on a jugé nécessaire d'intégrer à la recherche, non seulement les syndicats ouvriers (CGT, CFDT, FO) mais aussi les syndicats paysans (FDSEA et la tendance « Paysans-travailleurs »³), en raison justement des liens noués entre ces différents syndicats. Il s'agit donc d'un travail de recherche en cours, mené par dépouillement d'archives (notamment des archives syndicales et des archives personnelles de militants déposés au Centre d'Histoire du Travail de Nantes) et réalisation d'entretiens biographiques auprès de militants ouvriers et paysans des années 70 à Nantes et en Loire-Atlantique. Ce travail étant encore largement inachevé, les éléments présentés ici sont bien évidemment à prendre comme des conclusions provisoires, voire, dans des certains cas, des hypothèses de travail destinées à être affinées par la suite.

Le propos sera organisé en deux temps. Premièrement, on cherchera à comprendre comment ces liens ont pu émerger, et on tentera de cerner leur ampleur. Dans un second temps, on essaiera de mettre en lumière les effets de ces liens sur la grammaire des luttes paysannes : mots d'ordre et modes d'action seront en particulier investigués.

1 – La jonction paysans/ouvriers en Loire-Atlantique : une affaire d'état-major, une affaire de personnes ?

Concernant ces liens entre paysans et ouvriers ligériens, la focalisation sur l'événement Mai 68 pourrait faire oublier que ces liens lui sont bien antérieurs et que les événements de Mai 68 n'en sont ni l'apogée, ni l'étape principale. Pour résumer l'origine de ces liens, deux formules peuvent être retenues, chacune partiellement vraie mais insuffisante à les expliquer entièrement : il s'agit à la fois, pourrait-on dire, d'une « affaire d'état-major », et d'une « affaire de personnes ».

1.1 – L'émergence des liens ouvriers/paysans

Les photos de la manifestation du 24 mai 1968 où la place Royale fut rebaptisée « Place du peuple » par une foule bigarrée, constituée d'ouvriers, d'étudiants et de paysans, font partie de la mémoire institutionnelle de l'événement, on l'a rappelé en introduction. Mais cette alliance paysans/ouvriers, si elle a pu s'illustrer de façon visuelle lors de ces événements du printemps

³ Cf. à ce sujet, Jean-Philippe Martin, *Histoire de la nouvelle gauche paysanne. Des contestations des années 1960 à la confédération paysanne*, La découverte, Paris, 2005.

68, prend ses racines à la fin des années 50 dans la volonté de quelques leaders syndicaux locaux⁴.

Le discours sur la nécessaire fraternisation des deux composantes et la mise en avant de leurs intérêts communs a ainsi été porté avec beaucoup de vigueur et de détermination par des figures emblématiques du syndicat paysan, au premier rang desquelles Bernard Lambert⁵. Bien avant la publication de son ouvrage choc, *Les paysans dans les luttes des classes*, il va se faire, au nom du syndicat agricole, l'artisan d'un rapprochement entre ouvriers et paysans, à travers un combat contre le corporatisme agricole et contre le mythe de l'unité du milieu agricole.

Bernard Lambert, fils de métayer, permanent de la JAC en 55-56, fera une ascension remarquée dans le syndicalisme paysan « jeune » en devenant secrétaire général adjoint du CNJA (Centre National des Jeunes Agriculteurs) à tout juste 26 ans. Il sera élu l'année suivante député de Loire-Atlantique apparenté MRP, avec lequel il prendra rapidement ses distances par ses prises de position sur la guerre d'Algérie. Battu en 1962, il s'engagera alors activement dans le syndicalisme agricole départemental (devenant secrétaire général de la FDSEA de Loire-Atlantique), incarnant la contestation de cette FDSEA (Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles) face aux options de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), et adhérera au PSU en 1966. Il sera également un exemple emblématique de ce catholicisme rural de gauche, comme l'illustre sa participation au Cercle Jean XXIII⁶. Considéré comme le « père fondateur » de la mouvance Paysans-Travailleurs, il a profondément marqué la région et le syndicalisme agricole en général en publiant en 1970 un ouvrage intitulé *Les Paysans dans la lutte des classes*, dont la thèse centrale renvoie à la prolétarianisation grandissante d'une large fraction des exploitants agricoles. Il rompt avec le PSU en 1972, suite aux tentatives de récupération de la grève du lait, et restera en lien avec la mouvance PT, traversée de nombreux débats, comme celui portant sur l'opportunité de se structurer en véritable syndicat. Plaidant pour cette solution, il sera ultérieurement un des initiateurs du rapprochement CNSTP et FNSP, pour aboutir à la démarginalisation de la « nouvelle gauche paysanne ». Décédant dans un accident de voiture en 1984, il ne verra pas ce projet se réaliser sous la forme de la Confédération paysanne en 1987⁷.

A l'instar de Bernard Lambert, dès la fin des années 50 et particulièrement dans l'Ouest, une fraction de jeunes agriculteurs s'imposent au sein du syndicalisme jeune (CDJA et CNJA), où ils contestent les orientations de la FNSEA, jugées trop en faveur des gros exploitants. Or en Loire-Atlantique, région d'élevage où la surface des exploitants est restreinte, les options retenues au niveau national, dans le cadre de la construction européenne, amèneraient à faire

⁴ René Bourrigaud, « *La fin du bloc agraire en Loire-Atlantique. Les relations du syndicalisme paysan avec le syndicalisme ouvrier de 1957 à 1967* », mémoire de DEA, Nantes, 1984 ; Jean-Philippe Martin, *Histoire de la nouvelle gauche paysanne. Des contestations des années 1960 à la confédération paysanne*, La découverte, Paris, 2005.

⁵ Yves Chavagne, *Bernard Lambert. 30 ans de combat paysan*, Ed. la Digitale, Quimperlé, 1988.

⁶ Guy Goureaux, *Cercle Jean XXIII: des catholiques en liberté, Nantes, 1963-1980*, Paris, Karthala, 2004.

⁷ Yves Chavagne, *Bernard Lambert. 30 ans de combat paysan*, Ed. la Digitale, Quimperlé, 1988 et René Bourrigaud, *Paysans de Loire-Atlantique. 15 Itinéraires à travers le siècle*, Editions du CHT, 2001.

quitter la profession agricole à 90% des exploitants. C'est d'abord contre cela que Bernard Lambert et son entourage se battent. Pour résumer, on pourrait donc dire que l'émergence de la contestation a d'abord pour objectif de montrer les divergences d'intérêts au sein même de la profession agricole (ce que René Bourrigaud qualifie d'éclatement du « bloc agraire »⁸). Cette contestation, partagée par d'autres départements de l'Ouest va amener à la création de la FRSEAO (Fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles de l'Ouest) en 1966 (mais elle était en gestation depuis 1961). Or, c'est dans le cadre d'une alliance entre la CFDT, la CGT et la FRSEAO que la participation des paysans à l'événement Mai 68 naîtra. En effet, le 6 novembre 1967 paraît un communiqué posant les principes d'un « programme d'action des organisations syndicales ouvrières et agricoles de l'Ouest », signé des trois organisations syndicales. Le programme commun sera publié le 13 mars 1968 et sur le mot d'ordre « L'Ouest veut vivre » une grande manifestation unitaire sera planifiée pour le 8 mai 68, manifestation qui deviendra donc par la force des choses comme un écho nantais aux événements nationaux de la période mai-juin 68.

Pour comprendre comment l'on passe d'une contestation des orientations de la FNSEA aux manifestations solidaires de mai 1968, il est nécessaire de faire un retour en arrière et de repartir à la fin des années 50. Au sein d'une partie des dirigeants syndicaux paysans, la question de l'alliance avec les ouvriers commencent à naître, alliance qui n'a rien d'évident dans le contexte d'après-guerre, et dont les syndicats ouvriers ne semblent pas particulièrement demandeurs.

La façon précise dont ces liens sont nés est évoquée dans une série d'entretiens avec des personnages de premier plan, dont certains sont aujourd'hui décédés, effectués par René Bourrigaud. Retraçant les dix premières années des liens entre ouvriers et paysans (la période 1957-1967), il distingue ainsi quatre phases : la phase confidentielle, celle de l'affirmation officielle (1961), celle de l'apogée (1964) et enfin, celle de l'incertitude et du tâtonnement. Contre une lecture (portée notamment par une partie de l'extrême-gauche maoïste⁹) qui ferait de mai 68 le début, ou du moins, l'accélérateur de l'histoire de l'unité ouvriers/paysans, il affirme au contraire que les événements de mai 68 sont venus « perturber un processus d'union susceptible de déboucher sur un « programme commun »¹⁰ ».

Les premiers contacts sont donc « confidentiels ». Ils ont lieu en avril 1957 entre Médard Lebot, lui aussi ancien de la JAC et « confident » de Bernard Lambert, et Gilbert Declercq qui fut notamment permanent de la JOC (1942-1944) et secrétaire de l'UD de Loire-Atlantique (1958-1967), c'est-à-dire au moment où se construisaient ces contacts. Ce dernier raconte : « un beau jour, j'ai vu rappliquer un dimanche après-midi un garçon avec une jeune femme,

⁸ René Bourrigaud, « *La fin du bloc agraire en Loire-Atlantique. Les relations du syndicalisme paysan avec le syndicalisme ouvrier de 1957 à 1967* », mémoire de DEA, Nantes, 1984.

⁹ Voir par exemple le témoignage de Jean-Paul Cruse, envoyé de la GP à Nantes, d'abord établi dans différentes usines nantaises, puis qui occupera à la suite de René Bourrigaud le poste d'animateur chez les Paysans-Travailleurs : Cruse Jean-Paul, *REBELLES. Histoire secrète des maos de la Gauche Prolétarienne (1967-1977) ...et ce qui s'ensuivit (1967-2008)*, non publié, 2008. [consultable en ligne : www.lemondereel.fr]

¹⁰ René Bourrigaud, « *La fin du bloc agraire en Loire-Atlantique. Les relations du syndicalisme paysan avec le syndicalisme ouvrier de 1957 à 1967* », mémoire de DEA, Nantes, 1984, p.3.

enceinte de 8 mois. C'était Médard Lebot et son épouse »¹¹. Médard Lebot développe l'anecdote de son côté : « *alors je me souviens ce jour de l'été 57... comme j'habitais Saint Joseph de Porterie et qu'on savait que lui [Declercq] habitait là... on se voyait le dimanche [à la messe]. Il faut qu'on le rencontre, ce gars-là... je me souviens être allé avec Bernadette enceinte de huit mois. Il était dans son jardin. Bonjour. Du fait que j'étais syndicaliste paysan, ou permanent, lui permanent ouvrier, moi j'avais 27 ans, lui en avait 37... très froid... puis en discutant... moi je venais lui dire : il faut qu'on discute. Les paysans ne sont pas les adversaires. D'après ce qu'on me dit de vous, vous êtes les adversaires des paysans. Non moi je peux vous dire : je suis de ce milieu, il y a des travailleurs, ils vivent de leur métier... j'essayais un discours qui n'accrochait pas ! Au bout d'un moment, je sentais Bernadette qui fatiguait... « Ma petite dame, venez donc vous asseoir »... c'était gagné ! On rentre dans la maison... »* Si Médard Lebot éprouve tant de mal à briser la glace, c'est parce qu'au moment de ces contacts, les tensions autour du prix de denrées agricoles amenaient à opposer les fractions ouvrières et paysannes, position qui ne le satisfaisait guère : « *Les ouvriers, c'était les adversaires à tuer, à bousiller. Moi j'avoue que ça m'irritait, compte tenu de ma formation à la JAC puis à l'ACJF. On rencontrait à l'ACJF des ouvriers, des militants JOC. Puis on disait : il n'y a pas tellement de choses qui nous séparent. [...] Avec Bernard Lambert qui était déjà assez vigoureux à ce moment-là, et d'autres, on se disait : c'est pas normal qu'on bille dans les ouvriers.* » Médard Lebot, à l'époque secrétaire administratif de la FDSEA, incarne en effet une mutation en cours au sein du syndicalisme agricole ligérien. Ceux qui sont à sa tête sont encore les alliés de la grande propriété foncière, très marqués à droite et très opposés aux ouvriers¹². Mais ils sont en passe d'être détrônés par une jeune génération, dont Lebot et Lambert sont emblématiques. De l'autre côté, Declercq incarne lui aussi une tendance particulière au sein de la CFTC, celle du courant Reconstruction : il s'imposera à la tête de l'UD CFTC de Loire-Atlantique quelques mois après cette rencontre, au moment même où, chez les paysans, le courant moderniste prendra la FDSEA, par l'intermédiaire de Raphaël Rialland.

Dès cette première rencontre, Lebot obtient rendez-vous pour une rencontre « *élargie* » à laquelle participera Bernard Lambert. De l'aveu même de Declercq, c'est bien cette démarche initiale et personnelle de Lebot qui l'aurait incité à demander à rencontrer les dirigeants du CDJA pour tenter de lever les « *préjugés* » de part et d'autre. S'enchaîneront visites d'exploitations agricoles et tentatives de découvertes de points communs. C'est donc la phase confidentielle des rapports, dont on entrevoit à quel point elle procède d'un terreau catholique commun (JAC/JOC). Ces rapports ne naîtront au grand jour qu'en janvier 1958, lors de la première rencontre officielle entre CFTC et CDJA/FDSEA. Lambert et Lebot participent au congrès des métaux de Nantes en 1958, puis Raphaël Rialland intervient au congrès CFTC des métaux en 1959. Sa prise de parole est pour Declercq un « *événement charnière* ». Rialland possède en effet une particularité, celle d'avoir travaillé comme ouvrier et d'avoir

¹¹ Interviews figurant dans des documents d'archives du CHT (cote CHTD P 6), datées de 1984, réalisées par René Bourrigaud. Nous exploitons ici des passages des entretiens que René Bourrigaud n'a pas tous directement cités dans son mémoire.

¹² René Bourrigaud, *Paysans de Loire-Atlantique. 15 Itinéraires à travers le siècle*, Editions du CHT, 2001.

milité deux ans à la CFTC avant d'avoir fait un retour à la terre¹³. En octobre 1959 paraît le premier tract de solidarité de la FDSEA face à des ouvriers menacés de chômage puis comme en réponse, en décembre 1959, un communiqué de soutien de la CFTC à une manifestation paysanne. Au même moment, la CGT entre dans le jeu de ces contacts qui étaient jusque-là restés confinés à la CFTC et la FDSEA. Roger Rousselot, secrétaire général de l'Union départementale CGT de Loire-Atlantique de 1954 à 1970, reconnaît ainsi de leur part un « *effort très grand* » pour la réalisation d'une convergence dans l'action des paysans et des ouvriers¹⁴.

Le 7 avril 1960, une première réunion intersyndicale, à laquelle FO s'associe (ce qui ne sera pas le cas par la suite) aboutit à une « *déclaration commune ouvrière et paysanne* » où il est déjà question de la « solidarité » des « travailleurs ouvriers et paysans ». Il est important de le souligner, à cette époque, cette solidarité affichée est une affirmation de principe, qui n'est pas encore véritablement étayée sur le fond. Comme le souligne René Bourrigaud, les paysans « sont séparés des ouvriers par des clivages politiques et idéologiques », et ne se « considèrent pas comme des travailleurs dépossédés de leurs moyens de production – cette position n'apparaîtra qu'au début des années 70 »¹⁵. Cette déclaration sera néanmoins très marquante, reprise dans les journaux, et inaugurerait aussi le début d'une période quasi-pédagogique où des articles expliquant les difficultés des paysans paraîtraient dans les journaux des centrales ouvrières et réciproquement. La première action commune emblématique de cette alliance originale sera la manifestation de juin 1961 où ouvriers des chantiers navals de St Nazaire et paysans de Loire-Atlantique défilent conjointement.

L'année 1964 est celle des grandes luttes communes, dont l'apothéose est une manifestation de 70 000 personnes à Nantes¹⁶ contre le licenciement de 1200 salariés dans la construction navale¹⁷. Cette manifestation est vécue comme un succès permettant des avancées (l'application de mesures de pré-retraites pour la première fois), et renforçant la solidarité entre ouvriers et paysans, bien que dans les faits une « *participation assez limitée des paysans* » soit notée¹⁸. Rousselot dit ainsi : « *après cette manif, on a essayé d'aller plus loin* ».

Malgré les divergences politiques et idéologiques, les réticences aussi à cette alliance qui s'expriment de part et d'autre, les organisations syndicales ouvrières et paysannes locales se rejoignent dans une même contestation des politiques gaullistes que résume un mot d'ordre : « l'Ouest veut vivre ». Sur le fond, la convergence d'intérêt entre organisations paysannes et organisations ouvrières s'est donc bien faite autour de la thématique de la sauvegarde de

¹³ Raphaël Rialland est issu d'une famille paysanne qui émigrera dans les années 30 à Nantes à la suite de la mort de sa mère et de deux sœurs de tuberculose. Titulaire d'un CAP, au sortir de la guerre, il travaillera comme ouvrier, notamment aux Batignolles, avant de se marier avec une fille d'agricultrice et de reprendre la ferme paternelle qui avait été louée entre temps, cf. René Bourrigaud, *Paysans de Loire-Atlantique. 15 Itinéraires à travers le siècle*, Editions du CHT, 2001.

¹⁴ Interview de Roger Rousselot réalisé par René Bourrigaud, CHT, archives CHTD P 6.

¹⁵ René Bourrigaud, « *La fin du bloc agraire en Loire-Atlantique. Les relations du syndicalisme paysan avec le syndicalisme ouvrier de 1957 à 1967* », mémoire de DEA, Nantes, 1984, p.5.

¹⁶ Yves Chavagne, *Bernard Lambert. 30 ans de combat paysan*, Ed. la Digitale, Quimperlé, 1988.

¹⁷ Interview de Roger Rousselot réalisé par René Bourrigaud, CHT, archives CHTD P 6.

¹⁸ Interview de Roger Rousselot réalisé par René Bourrigaud, CHT, archives CHTD P 6.

l'emploi. Les thématiques du développement économique et de la préservation des emplois, ouvriers ou paysans, procurent ainsi l'occasion d'actions unitaires de grande ampleur. En 1965, lors de l'annonce de licenciements aux ACB de Nantes (Chantiers navals), une manifestation commune est organisée à Paris. Cette manifestation est là encore vécue comme un succès car elle aurait incité le Ministre du Travail à proposer des mesures de reclassement et de réindustrialisation locale (avec l'installation de la CPIO, un équipementier automobile travaillant le caoutchouc).

Pourtant, tant Roger Rousselot pour la CGT, que Gilbert Declercq pour la CFDT, considèrent que les liens entre syndicats ouvriers et syndicats paysans se sont affaiblis lors de la deuxième partie de la décennie 60, même si la datation de l'affaiblissement diffère un peu selon les interlocuteurs : Rousselot estime que les liens se sont « *distendus* » après 1965, tandis que Declercq estime que les liens ne deviennent « *épisodiques* » qu'après mai 68. Tous deux, au moment où ils sont interviewés (en 1984) notent la disparition totale de cette « *tendance à l'union* ». A cet égard, tant le communiqué de novembre 1967 que le programme commun de mars 1968 apparaissent davantage comme le chant du cygne d'une alliance en perte de vitesse qu'un nouveau départ dans les relations intersyndicales. Roger Rousselot indique même que cette plate-forme serait restée « *lettre morte* ». Comment comprendre cette perte de vitesse soudaine de cette alliance qui semblait prometteuse ? Faut-il blâmer les événements de mai 68¹⁹ ? Une piste alternative souvent évoquée est celle que pointe Roger Rousselot, lors de son entretien avec René Bourrigaud : « *l'accord [de mars 1968] a été réalisé grâce à l'engagement d'hommes comme Lambert qui avait un peu forcé la main par rapport à leurs troupes* ». Mais en signant cet accord, « *les dirigeants agricoles se sont coupés de la grande masse des agriculteurs* ». Le début des années 70 va en effet être marquée en Loire-Atlantique par des divergences profondes au sein du syndicalisme paysan, qui aboutiront ultérieurement à une forme de « *scission* » au sein de celui-ci en 1974.

Ce qui ressort donc de cette période peut alors se résumer ainsi : derrière l'histoire institutionnelle que vient scander les grandes dates de cette alliance (déclaration commune, manifestations conjointes, programme commun) se cache l'histoire de liens impulsés par des responsables d'envergure, qui vont personnellement s'impliquer pour les construire. Des réseaux d'amitié (Lambert et Declercq vont devenir très proches, et aller pêcher ensemble régulièrement), comme des réseaux religieux sont ainsi activés²⁰. Mais ces liens, pour personnels qu'ils soient, semblent rester davantage une affaire d'état-major qu'une affaire de militants « *de base* ». Bernard Lambert explique même que cet objectif n'était pas forcément présent dans leur esprit : « *dans cette période [des années 60], un axe central, le désir de sortir du corporatisme et d'engager le dialogue avec les autres couches sociales. [...] Entendons-nous bien, on ne se trompait point dans le type d'unité, et la manière de la faire naître : il s'agissait de discuter avec l'appareil au niveau le plus élevé possible de la CGT, de la CFDT – voire de FO en Loire-Atlantique où il y a une fédé FO assez anarchisante – et on faisait de grandes déclarations communes. Quant à aller discuter avec les ouvriers de l'agro-*

¹⁹ Comme semble le faire René Bourrigaud, « *La fin du bloc agraire en Loire-Atlantique. Les relations du syndicalisme paysan avec le syndicalisme ouvrier de 1957 à 1967* », mémoire de DEA, Nantes, 1984.

²⁰ Médard Lebot, Anne Tristant, *Au-delà des haies. Visite aux paysans de l'Ouest*, Editions Descartes et Cie, 1995.

alimentaire qui se faisaient copieusement matraquer par l'appareil industriel – autant que les paysans, largement autant – et qui étaient souvent interdits de droits syndicaux, cela nous paraissait tout à fait impensable, ce n'était pas cela le problème. »²¹

1.2 – Quels liens parmi les militants « ordinaires » ?

Faut-il conclure des éléments évoqués ci-dessus que les contacts entre ouvriers et paysans en seraient restés à des contacts d'état-major, à de déclarations de solidarité de principe et à quelques grandes manifestations unitaires ? Si, lors de l'affaire « Olivier Guichard », l'intersyndicale se met en place quelques heures après le jugement en première instance et parvient à se mettre d'accord sur une action commune pour le samedi 22 novembre, jour du jugement en appel, c'est en partie car le thème (droits syndicaux et répression syndicale) est fédérateur, mais c'est aussi parce que des liens tangibles, c'est-à-dire « solides » et « durables »²², ont été noués depuis plusieurs années. Mais en rester là serait faire abstraction de l'existence de contacts de terrain, plus éloignés des initiatives des dirigeants syndicaux. Les propos tenus par Bernard Lambert ci-dessus datent de 1981, et l'on peut en effet penser qu'ils sont partiellement reconstruits face aux limites rencontrées dans la construction d'une unité ouvriers/paysans.

D'après les données empiriques recueillies, qui restent à affiner, il semble ne concerner qu'une petite minorité de militants paysans, et n'avoir lieu qu'à de rares occasions, la greffe n'étant pas forcément effective auprès des militants de terrain, y compris parmi les plus actifs ou les plus radicaux. Pour le dire autrement, René Bourrigaud conclut lui aussi que la fin du « bloc agraire » ne signifie pas pour autant l'émergence d'un bloc « ouvriers/paysans »²³. Par exemple, lorsqu'on parle de la présence de paysans à la manifestation du 24 mai 68 à Nantes, on oublie souvent de dire que la FNSEA avait appelé ses adhérents à manifester, mais loin de pôles urbains, et que seule une minorité des paysans ligériens défilant ce jour-là a outrepassé cette consigne en rejoignant les ouvriers et les étudiants au centre de Nantes.

Dans cette période de la fin des années 60 jusqu'au début des années 80, l'alliance ouvriers/étudiants se manifeste essentiellement par des soutiens mutuels lors de causes non partagées, plutôt que dans l'élaboration de revendications communes. Des thèmes comme la défense des droits syndicaux (lors de l'affaire Guichard), du « droit au travail » (lors des luttes foncières) seront assez fédérateurs. Ainsi, lors de l'affaire foncière de la Vigne Marou (il s'agit d'une occupation de ferme), au cours de laquelle douze personnes tenant le piquet de garde seront arrêtées, on trouvera parmi les douze une majorité de paysans, mais aussi des ouvriers agricoles, un syndicaliste des PTT et une éducatrice spécialisée, tous présents dans « *dans le cadre de la solidarité ouvriers et paysans* »²⁴. Une autre occasion de contacts fréquemment mentionnées est celle des approvisionnements alimentaires à prix coûtant à des

²¹ Bernard Lambert, Françoise Bourquelot, Nicole Mathieu, « Paroles de Bernard Lambert : un paysan révolutionnaire », *Strates*, 1989.

²² Jean-Philippe Martin, *Histoire de la nouvelle gauche paysanne. Des contestations des années 1960 à la confédération paysanne*, La découverte, Paris, 2005.

²³ René Bourrigaud, « *La fin du bloc agraire en Loire-Atlantique. Les relations du syndicalisme paysan avec le syndicalisme ouvrier de 1957 à 1967* », mémoire de DEA, Nantes, 1984.

²⁴ Extrait d'un entretien que j'ai réalisé avec un militant paysan.

ouvriers grévistes, souvent mentionnés dans la description de mai 68, mais qui ont existé également auparavant²⁵. Bernard Lambert en donne dans une interview une vision moins « enchantée » que celle que l'on peut fréquemment trouver : « *il y a eu des renversements extrêmement douloureux en provenance des organisations syndicales ouvrières des entreprises agro-alimentaires, quand il s'est agi de prendre plusieurs décisions comme alimenter les élevages, parce que les garces de poules, quand elles ne sont pas alimentées pendant 48 heures, elles crèvent, c'est pire qu'un haut-fourneau. Est-ce que les dockers allaient décharger les tourteaux de soja ? Est-ce que les usines d'aliments du bétail allaient fonctionner ? Qu'est-ce qu'on allait faire de la production ? Alors il y a eu des engueulades terribles, et des empoignades effroyables, d'ailleurs contre la volonté de Gilbert Declercq (la CFDT était majoritaire dans l'agro-alimentaire) et d'autres mecs avec qui on marchait à fond la main dans la main. On contrôlait la ville, on distribuait l'essence, on en refusait d'ailleurs au secrétaire de la Préfecture qui était venu nous en demander, il avait eu tort... Mais les mecs de l'agro-alimentaire disaient : « Maintenant, on va causer, parce que vous êtes nos dirigeants, vous êtes dans les Conseils d'administration, à quoi on joue ? » Cela a été dur et, globalement parlant, compte tenu de la pression des appareils ouvriers, voilà le résultat : on a fait tourner les élevages, on a distribué les carburants pour le ramassage des foin, etc. mais les productions ont été distribuées aux ouvriers jusqu'à Billancourt (c'est les gars de l'agro qui alimentaient Billancourt, cela leur a bien passé depuis). Le principe étant qu'on apportait une masse de produits à prix coûtant, et qu'on s'arrangeait pour qu'il y ait un volant à distribuer gratuitement.* »²⁶ La distribution de denrées alimentaires est donc ici la contrepartie de la bonne volonté des ouvriers travaillant dans les secteurs vitaux de l'économie. En sens inverse, l'alliance a parfois conduit les paysans à se montrer solidaires des ouvriers des coopératives (par exemple des transporteurs qui se mettaient en grève et ne venaient plus chercher le lait dans les fermes).

Il n'est donc pas étonnant que les liens entre avec la CFDT semblent plus consistants que ceux avec la CGT, pour plusieurs raisons. D'une part, l'existence du MODEF (quoique faible en Loire-Atlantique) lié au PCF détourne la CGT des PT considérés parfois comme des « aventuristes ». Inversement le fonds de culture catholique (et anti-communiste à l'occasion) commune à la CFDT facilitait le rapprochement comme on l'a vu. Par ailleurs, la CFDT est la seule organisation présente dans le secteur de l'agro-alimentaire (par exemple chez les ouvriers agricoles, les salariés de la chambre d'agriculture ou des coopératives). Or les salariés de ces secteurs sont très fréquemment issus de familles de paysans (ils bénéficient par exemple d'un recrutement prioritaire dans les coopératives). Les liens noués seront donc autant des liens syndicaux et que des liens quasi-familiaux, et Paysans-Travailleurs et CFDT

²⁵ René Bourrigaud, « *La fin du bloc agraire en Loire-Atlantique. Les relations du syndicalisme paysan avec le syndicalisme ouvrier de 1957 à 1967* », mémoire de DEA, Nantes, 1984.

²⁶ Bernard Lambert, Françoise Bourquelot, Nicole Mathieu, « Paroles de Bernard Lambert : un paysan révolutionnaire », *Strates*, 1989.

s'associeront à l'occasion pour défendre les salariés agricoles contre les « patrons » des coopératives et de la chambre d'agriculture²⁷.

L'alliance entre ouvriers et paysans va donc perdurer pendant les années 70, même si ses manifestations concrètes n'en sont pas très nombreuses. Sur la période observée, le dépouillement de la source APL (cf. encadré ci-dessous) nous informe également de l'existence de quelques luttes visant précisément à dynamiser ou à renforcer la « convergence des luttes » entre paysans et ouvriers.

La source APL, intérêts et limites

A Nantes, pour étudier la conflictualité dans les années 70, nous disposons d'une source précieuse constituée par les bulletins de l'Agence Presse Libération (APL), édités par des militants maoïstes de façon hebdomadaire entre mai 1972 et février 1981 (avec une interruption de quelques mois en 1974). Il serait possible de faire une analyse sociologique de ce vecteur de diffusion de l'information, dont le but affiché est d'ouvrir « une brèche dans la muraille de l'information bourgeoise »²⁸, c'est-à-dire de faire connaître et de rendre compte des luttes sociales locales, que la presse traditionnelle n'évoquerait pas ou de façon biaisée. Sans atteindre ici cet objectif (qui nécessiterait par exemple d'étudier ceux qui ont réalisé le bulletin au fil des années, les divergences internes et les débats qui ont parcouru l'équipe ou qui ont opposé celle-ci à une partie de son public, d'étudier le mode de fonctionnement du bulletin, etc.²⁹), il paraît toutefois essentiel de préciser les limites et intérêts de cette source, dont nous avons effectué un dépouillement complet.

Un des intérêts majeurs de cette source réside dans la continuité de sa diffusion sur la période donnée. En effet, pour le secteur du syndicalisme, les sources issues des Renseignements Généraux présentes aux Archives départementales de Loire-Atlantique sont très lacunaires. Le recensement des conflits du travail semble par exemple s'interrompre en 1972³⁰. Dès lors, le bulletin APL, même s'il n'est sans doute pas exhaustif, permet un repérage assez large des luttes sociales qui se sont déroulées sur la période étudiée.

Malgré tout, on peut supposer l'existence de biais dans le repérage de ces luttes : il est par exemple envisageable que les luttes des Paysans-travailleurs, en lien avec plusieurs groupes maoïstes, soient

²⁷ Henri Baron, pourtant militant syndicaliste de gauche, subira ainsi une séquestration en tant que président de la chambre d'agriculture. Mais en bon « patron de gauche », il refusera l'intervention de la police, cf. archives CHT, APL, version numérisée, n°188, 1977/05/31, « Séquestration à la Chambre d'Agriculture », pp.5-9.

²⁸ Archives CHT, Bulletins APL version numérisée, n°0, 15/05/72, « Pourquoi faire un "bulletin local de l'Agence de Presse Libération ? » », p.2.

²⁹ Voir notamment l'interview datée de 1976 d'un militant nantais, Gilles Pierrot, qui aurait été un des artisans de l'APL et qui donne des éléments intéressants dans cette perspective :

<http://archivesautonomies.org/spip.php?article829>, « Mouvement de masse, autonomie et violence dans la région de Nantes », entretien avec Gilles Pierrot, *Camarades*, n°3, décembre 1976, p.2-8, page consultée le 11 avril 2014.

³⁰ Par ailleurs, il existe aux Archives Départementales des notes d'informations concernant les résultats obtenus par les syndicats aux élections professionnelles, issues des RG et transmises au cabinet du Préfet jusqu'en 1972. Si on fait le lien avec le départ à cette même date de Jean-Emile Vié, Préfet de Loire-Atlantique entre 1967 et 1972, et précédemment Directeur des Renseignements Généraux de 1955 à 1961, on peut faire l'hypothèse qu'il y aurait eu à cette période une certaine incitation à une surveillance rapprochée de l'univers syndical, qui se serait quelque peu atténuée à la prise de fonction de son successeur Michel Grollemund. Ceci expliquerait la disparition à cette époque de dossiers relatifs aux conflits du travail et aux élections professionnelles, même si des dossiers continuent d'exister sur les syndicats ainsi que sur les militants et les organisations d'extrême-gauche.

particulièrement bien repérées par l'APL, dont la production était assurée par des militants maoïstes. Le bulletin semble ainsi informé de simples discussions, comme lorsqu'en 1978, une trentaine d'agriculteurs échangent avec le responsable financier d'une grande coopérative agricole de la région, la CANA³¹. Inversement, il semble envisageable que les luttes qui n'engagent que FO, syndicat qui semble, pour diverses raisons, éloigné du bulletin soient sous-mentionnées. Au final, le bulletin tire ses informations de plusieurs sources : un travail de veille (notamment dans la rubrique « lu dans la presse »), des envois d'organisations - syndicales ou autres -, mais aussi des informations obtenues par des « correspondants ».

En 1975, une annonce est passée dans APL pour la mise en culture d'un champ de pommes de terre afin de rapprocher travailleurs de la ville et travailleurs de la campagne³² :



Le but (et l'échec) de cette opération est expliquée dans le numéro suivant du journal : au lieu d'une « entente d'appareil », il s'agissait de faire en sorte que les militants ouvriers et paysans d'un même quartier (Nantes nord, et la commune voisine de la Chapelle/Erdre) se rencontrent et tissent des liens. Mais une dizaine de militants, ainsi que 6 ou 7 paysans seulement ont pris part à l'action. Le texte tire un bilan mitigé de l'action, la mettant sur le compte d'un tract initial peu clair. Il conclut sur le fait qu'un « travail de longue haleine » reste à faire pour qu'une union paysans/ouvriers deviennent réelle, et qu'« alors on verra peut-être plus

³¹ Archives CHT, Bulletins APL version numérisée, n°28, 1978/04/25, “La CANA cale débiteurs restez vigilants!”, p.9.

³² Archives CHT, APL, version numérisée, n°99, 1975/06/05, “Opération patates”, p.6 et n°100, 1975/06/11, “Opération Patates! (suite)”, p.14.

souvent des paysans venir apporter leurs produits, lors de grèves, et des ouvriers manifester avec des paysans pour que ceux-ci gardent leur outil de travail : la terre ».

De telles opérations peuvent être lues comme des aveux en creux de la faiblesse de cette unification entre ouvriers et paysans, qui semble n'être que le fait d'une poignée de militants de part et d'autre (et probablement de tendance extrême-gauche). On peut donc résumer jusqu'ici les choses ainsi : l'essentiel des liens entre militants ouvriers et paysans ont en fait eu lieu avant mai 68, et se nouaient au niveau des états-majors syndicaux – sur la base de proximités interpersonnelles –, occasionnant des répercussions qui semblent réelles mais limitées au niveau des liens entre militants de base. Des liens perdurent dans les années 70, mais sont le fait d'une petite minorité de militants.

2 – La jonction en pratique : rhétorique de salarisation et formes des luttes

Il faut maintenant souligner ce qui peut sembler un paradoxe important : alors que l'essentiel des contacts entre ouvriers et paysans ont eu lieu dans les années 60 et que les protagonistes s'accordent généralement à dire que ces liens s'essouffent dans les années post-mai 68, comme on l'a vu plus haut, les luttes paysannes de la décennie suivante vont être fortement marquées, dans leurs mots d'ordre davantage que dans leurs modes d'action, par la volonté de traduire les luttes dans un langage familier aux syndicats ouvriers.

2.1 La définition des luttes paysannes en des termes audibles par le mouvement ouvrier : une rhétorique de salarisation

En effet, les tentatives, en particulier de la mouvance Paysans-Travailleurs, d'établir une convergence des luttes entre ouvriers et paysans vont se faire au prix d'une rhétorique de salarisation de leur condition d'exploitants agricoles : qu'il s'agisse des luttes contre l'intégration, contre le crédit agricole, des luttes foncières, ou encore de la grève du lait – c'est-à-dire de toutes les luttes marquantes de la décennie, on observe un procédé de traduction des luttes paysannes en des termes audibles pour les ouvriers, processus qui va impliquer une définition – implicite ou explicite – comme « patrons » de ceux qui n'en sont pas réellement (au sens juridique) : les propriétaires terriens, les coopérateurs, les marchands de bestiaux, le crédit agricole, les firmes intégratrices...³³.

Par exemple, dans le cadre de luttes foncières, le mot d'ordre est formulé comme « *un droit au travail* » et la lutte rapprochée de celles menées par les ouvriers contre les licenciements ou les fermetures d'entreprises : « *On se considèrerait comme des ouvriers... que on leur prend leur outil de travail, et qu'on ferme leur usine...* » dit par exemple un militant paysan que j'ai interviewé. Un autre, sur le même thème, souligne également ce point : il s'agissait selon lui

³³ Sur ce point, je me démarque quelque peu des analyses de René Bourrigaud (« *La fin du bloc agraire en Loire-Atlantique. Les relations du syndicalisme paysan avec le syndicalisme ouvrier de 1957 à 1967* », mémoire de DEA, Nantes, 1984), qui voit comme conséquence essentielle de la fin « du bloc agraire » la rupture avec la propriété terrienne sans vraiment souligner la particularité des arguments utilisés par les paysans dans les luttes de la décennie 70.

de « *montrer que le paysan, c'était pas d'abord un propriétaire mais d'abord un travailleur* » et que « *le paysan, il était aussi dépendant que le travailleur* ».

Autre exemple, l'intégration, qui est un mode de production en plein développement à l'époque et encore peu encadré juridiquement, est régulièrement assimilée à un « *travail à façon* », tout à fait comparable à celui que connaissaient certains ouvriers auparavant : le paysan réalise à domicile une « production », dont la « matière première » (aliments, race...) est fournie (et facturée) par une entreprise intégratrice et non choisie par l'exploitant, production qu'il réalise en obéissant aux normes de productions de l'entreprise contractante qui envoie régulièrement un technicien vérificateur (un « *contremaître* » dit par exemple Bernard Lambert³⁴). La production est payée par un prix indexé sur le cours mondial. En cas de souci, seul l'exploitant est responsable des pertes, ce qui a occasionné de multiples problèmes de surendettement vis-à-vis des firmes intégratrices. Lors des luttes autour du lait en 1972 et de la viande en 1974, il n'est pas rare de voir parler de « *salaires* » et l'on pourrait multiplier ainsi les exemples.

Si des traces de cette rhétorique de salarisation se décèlent encore aujourd'hui dans les propos tenus par les interviewés que j'ai rencontrés, celle-ci est effectivement particulièrement visible et explicite dans les tracts produits à l'époque, ainsi que dans les tribunes appelant à la solidarité entre ouvriers et paysans. Pour n'en prendre qu'un exemple parlant, il faut lire la tribune intitulée « *Paysans ouvriers : solidaires. Pourquoi ?* » que font paraître en 1974, au moment de la grève des ouvriers d'une usine Bonnet, les Paysans Travailleurs. Extraits : « *Depuis toujours on laisse croire que les Paysans sont des Patrons, des chefs d'entreprises, libres et responsables. Certes, les Paysans ont une part d'initiative dans leur travail que n'ont pas les ouvriers, mais celle-ci est bien limitée : Quand nous vendons notre lait ou notre viande, qui fixe les prix ? C'est l'entreprise qui facture, sans tenir compte de la rémunération de notre travail. [...] Pour travailler, il nous faut de la terre : nous sommes souvent obligés de l'acheter avec le fric du Crédit agricole. Nos patrons, ce sont ces entreprises : laiteries, firmes d'aliment, crédit Agricole. Sans oublier la dépendance des fermes vis-à-vis de leurs propriétaires [...] Ouvriers et paysans dont dans des situations apparemment différentes, mais les uns et les autres sont exploités par des patrons, face auxquels il faut lutter en permanence pour arracher un minimum de rémunération du travail [...] Paysans, nous sommes solidaires des ouvriers de chez Bonnet parce que nous sommes nous aussi des exploités* »³⁵.

A ma connaissance, on ne trouve pas dans cette revue de telle tribune en faveur de la convergence ouvriers/paysans, signés par les syndicats ouvriers, bien que des tracts émis par les syndicats ouvriers lors de luttes paysannes, dans lesquels ils se déclarent solidaires existent. Resterait à faire une analyse plus systématique des arguments avancés dans ces tracts, afin de répondre à la question de savoir jusqu'à quel point cette rhétorique de salarisation est reprise par les syndicats ouvriers. Quoi qu'il en soit, cette rhétorique, outre le

³⁴ Bernard Lambert, Françoise Bourquelot, Nicole Mathieu, « Paroles de Bernard Lambert : un paysan révolutionnaire », *Strates*, 1989. Plus loin, il indique à propos des systèmes d'intégration « *C'est comme cela qu'on supprime en fait le droit de grève chez les paysans, c'est évident* ».

³⁵ CHT, APL, version numérisée, n°72, 1974/03/2, « Paysans ouvriers : » solidaires. Pourquoi?, p.5.

fait qu'elle choque une majorité de paysans attachés à leur statut d'indépendant et qu'elle est surtout portée par la mouvance Paysans travailleurs, ne convainc pas forcément les interlocuteurs ouvriers. Autrement dit, une large part des ouvriers semble être restée sceptique face à cette rhétorique de salarisation, les ouvriers pouvant par exemple apprécier les distributions de vivres sur un plan largement consumériste, sans considérer pour autant les paysans comme leur alter ego.

Ainsi, alors que l'objectif initial de Bernard Lambert était à terme qu'ouvriers et paysans appartiennent au même syndicat, il n'était suivi sur ce point ni par sa base paysanne (et une bonne partie de l'état-major syndical), ni par les responsables des syndicats ouvriers, pour lesquels l'irréductible différence entre ouvriers et paysans rendait cette hypothèse incongrue. Georges Prampart, responsable de l'UD CGT de Loire-Atlantique au cours des années 70 et interviewé peu avant son décès en 2013, résumait ainsi sa position : « *Le mouvement paysan, il y a des gars qui ont effectivement aidé à une élévation de la prise de conscience chez les agriculteurs, des gars comme Lambert et autres, mais on a eu aussi des points de divergence, par exemple quand il considérait que les agriculteurs devaient adhérer aux organisations syndicales ouvrières. « Tu veux courir plus vite que tes troupes, tu vas te retrouver tout seul ». [...] un exploitant agricole pour nous, il est pas de la classe ouvrière. Il pouvait être plus malheureux qu'un smicard, mais de sa mentalité, il vendait ses produits. L'ouvrier vend sa force de travail, c'est tout à fait différent. Il était à la fois un peu patron puisque propriétaire de son produit... donc forcément il y avait des différences et des différences de culture considérables. »*

En outre, il faut souligner que la rhétorique de salarisation n'est sans doute pas poussée à son comble, c'est-à-dire jusqu'à définir les paysans comme des « salariés » (ils sont définis de façon plus vague comme des « travailleurs »). « *Je ne dis pas qu'on est des salariés* » se défend ainsi Bernard Lambert « *mais il y a une modification substantielle du statut du producteur* »³⁶. On peut supposer qu'il s'agissait là d'un pas trop extrême à franchir dans la mesure où telle quelle, cette rhétorique de salarisation suscitait déjà des divergences importantes au sein du syndicalisme agricole.

2.2 La forme des luttes, une spécificité paysanne ?

Les rapprochements existants entre ouvriers et paysans, ainsi que l'omniprésence de cette rhétorique de salarisation dans les arguments utilisés par les syndicats paysans, justifient de se poser à présent la question de savoir si la forme des luttes porte elle aussi la trace de cette jonction ouvriers et paysans. Sur ce point, il me semble que la réponse doit être très nuancée. Pour se faire une idée plus précise de cette question, on a utilisé le dépouillement qui a été fait de la revue APL existant à Nantes entre 1972 et 1981, en codant les modes d'action qui sont cités pour chacune des luttes recensées et en croisant ces données avec les protagonistes de la lutte (ouvriers et/ou paysans).

³⁶ Bernard Lambert, Françoise Bourquelot, Nicole Mathieu, « Paroles de Bernard Lambert : un paysan révolutionnaire », *Strates*, 1989.

Tableau n°1 : Modes d'actions cités dans les luttes ouvrières et paysannes recensées dans l'APL (1972-1981)

| | Total | % des luttes recensées |
|--|--------------|-------------------------------|
| Grèves et débrayages | 151 | 48,6 |
| Manifestations | 91 | 29,3 |
| Diffusion de l'information (tracts, réunions d'informations...) | 90 | 28,9 |
| Actions « de pression » (lettres aux institutions, pétitions, actions judiciaires...) | 57 | 18,3 |
| Actions « directes » (occupations, séquestrations, blocages, vols...) | 56 | 18,0 |
| Meetings et rassemblements | 41 | 13,2 |
| Actions « de popularisation » (pique-nique, soirées de soutien, ventes directes de produits agricoles...) | 41 | 13,2 |
| Actions « de résistance » (grève du zèle, freinage, boycott, grève de la faim...) | 8 | 2,6 |
| Total des luttes recensées | 311 | |

Source : Archives CHT, bulletins APL version numérisée 1972-1981 (dépouillement Johanna Rousseau et traitement Séverine Misset).

Or, sur la période observée, les actions les plus extrêmes (« vols » pour dénoncer les marges faites par les intermédiaires de l'agro-alimentaire, destructions, actions de pression comme se rendre en groupe chez un propriétaire récalcitrant...) semblent plutôt portées par le syndicalisme paysan, familier des opérations « commandos » (et de la répression judiciaire qui s'ensuit). Ils sont aussi souvent les protagonistes des actions les plus originales (pique-nique, distribution de nourriture, soirées festives... ou même on l'a vu mise en culture d'un champ pour resserrer les liens entre militants paysans et ouvriers). Le tableau n°2 permet de constater en effet la surreprésentation des luttes impliquant les paysans (seuls ou conjointement avec les militants CGT et/ou CFDT) parmi les luttes utilisant ces deux modes d'action que sont les actions « directes » (occupations, séquestrations, blocages, vols, destructions...) et les actions qualifiées « de popularisation » des luttes (portes-ouvertes, pique-nique, soirée festive, ventes directes de produits agricoles...). Alors que les luttes paysannes représentent 16% de l'ensemble des luttes évoquées dans APL, les luttes paysannes utilisant des actions « directes » comptent pour 20% des luttes utilisant ce mode d'action (n=56). De même, alors que les luttes conjointes représentent 9% du total des luttes mentionnées dans APL, les luttes conjointes mentionnant des actions « de popularisation » représentent plus du tiers (36,5%) des luttes utilisant ce mode d'action (n=41).

Tableau n°2 : Proportion des modes d'actions « directes » et « de popularisation » dans les luttes impliquant des paysans parmi les luttes recensées dans APL (1972-1981)

| | Nombre de luttes paysannes impliquant ce mode d'action | % des luttes paysannes par rapport au total des luttes impliquant ce mode d'action | Nombre de luttes conjointes (paysannes et ouvrières) impliquant ce mode d'action | % des luttes conjointes par rapport au total des luttes impliquant ce mode d'action |
|---|---|---|---|--|
| Actions « directes » (n=56) | 11 | 20% | 11 | 20% |
| Actions « de popularisation » (n=41) | 10 | 24% | 15 | 36,5% |
| | Total des luttes paysannes | % des luttes paysannes sur l'ensemble des luttes (n=311) | Total des luttes conjointes | % des luttes conjointes sur l'ensemble des luttes (n=311) |
| | 52 | 16% | 28 | 9% |

Source : Archives CHT, bulletins APL version numérisée 1972-1981 (dépouillement Johanna Rousseau et traitement Séverine Misset).

On voit donc que lorsqu'une lutte comprend des actions de ce type, il y a une probabilité non négligeable que des paysans soient engagés, exclusivement ou non, dans l'action. Cette originalité pourrait n'être qu'apparente et à mettre en lien avec la source APL elle-même, particulièrement bien informée des actions des Paysans-Travailleurs par les réseaux maoïstes. Mais elle ne peut s'y réduire. Jean-Philippe Martin montre en effet qu'une des divergences entre le syndicalisme paysan de masse (représenté par la FDSEA) et les Paysans-travailleurs (un syndicalisme exigeant de militants actifs) réside dans les modes d'action utilisés. En effet, ces derniers ne vont pas forcément créer un nouveau répertoire d'actions collectives mais vont piocher dans une palette préexistante de formes protestataires, peu usitées par la FNSEA. Ils vont alors se démarquer par la fréquence et la variété de leurs actions. En outre, celles-ci évolueront au cours de la décennie : les actions commandos, semi-clandestines, rapides et qui entraînaient peu de répressions ont progressivement laissé la place à des actions moins bien préparées provoquant une forte répression démobilisatrice. En conséquence, à la fin de la décennie, la pratique s'infléchit pour associer le plus grand nombre à des actions type défilés, pique-nique, rassemblements... A partir de 76-77, on observerait une pacification des actions et un recours plus fréquent à la justice³⁷.

Ainsi, alors que les modes d'action de ces paysans ligériens ont parfois été caractérisés comme empruntés aux ouvriers, ou inspirés par eux, l'analyse des données locales recueillies montre pourtant des spécificités des actions paysannes, qui se révèlent fréquemment plus originales, plus festives, plus violentes aussi que les actions ouvrières de la décennie 70.

³⁷ Jean-Philippe Martin, *Histoire de la nouvelle gauche paysanne. Des contestations des années 1960 à la confédération paysanne*, La découverte, Paris, 2005.

Conclusion :

Au cours de cette communication, j'ai tenté d'explorer la place de la référence ouvrière dans le syndicalisme paysan de Loire-Atlantique dans les années post-68. Pour ce faire, il a été nécessaire, dans un premier temps, de remonter un peu dans l'histoire afin de montrer que si des liens ont existé entre syndicats ouvriers et paysans, ils préexistent largement à l'événement Mai 68 et sont davantage une affaire d'état-major que de militants de terrain. Le deuxième temps de notre démonstration amène à soulever un paradoxe : alors que les contacts entre centrales syndicales ouvrières et paysannes s'amenuisent dans les années 70, c'est précisément sur cette décennie que la référence ouvrière va devenir omniprésente dans la formulation des mots d'ordre des luttes paysannes : ce que j'ai choisi de désigner par l'expression « rhétorique de salarisation ». Comment expliquer ce décalage temporel ? Comment comprendre que cette rhétorique de salarisation semble justement s'exprimer au moment où les liens syndicaux s'essoufflent ? Faut-il y voir des formes d'acculturation à retardement des luttes paysannes au contact des luttes ouvrières ? Il me semble qu'on pourrait poser une hypothèse différente : aux liens d'état-major de la première période, basés sur des proximités de fond (un terreau d'humanisme catholique et une préoccupation commune pour l'emploi, pour le dire vite) mais qui ont eu peu de traductions concrètes sur le terrain succèderaient des liens davantage noués à la base mais par des militants qui seraient plus éloignés des paysans (des militants d'extrême-gauche) ; simultanément le registre argumentatif utilisé par la mouvance Paysans-Travailleurs l'a conduit à s'éloigner de la grande masse des paysans syndiqués³⁸.

³⁸ Il faudrait en effet, bien davantage que je ne l'ai fait dans ce texte, soigneusement distinguer, au moins à partir de 1974, ce qui relève des Paysans Travailleurs et ce qui relève de la FDSEA de Loire-Atlantique. Notons toutefois que celle-ci reste en état de « dissidence » avec la FNSEA, dont elle sera finalement exclue en 1978, et que beaucoup d'actions syndicales sont menées conjointement par les Paysans Travailleurs et la FDSEA.